

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Consultation n°24-PH466HTD

Appel d'Offres Ouvert

Objet ***Enlèvement, transport et livraison de colis contenant des médicaments à destination de particuliers et/ou établissements de santé à température ambiante ou dirigée pour le compte de l'U-Pharma de l'hôpital Hôtel -Dieu établissement du GHU AP-HP Centre – Université Paris Cité***

Période de quatre ans à compter de la date de notification

Ce document comprend 14 pages et est associé au Cahier des Clauses Techniques Particulières

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	3
1.1: Objet	3
1.2: Forme	3
1.3: Durée	3
1.4: Définition de la prestation	4
ARTICLE : 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS	5
3.1 Caractère et contenu des prix	5
3.2 Forme des prix- Révision de prix	5
ARTICLE 4 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION	6
4.1 Commandes	6
4.2 Livraison aux destinataires.....	6
ARTICLE 5 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ	6
5.1 Contrôle de la prestation	6
5.2 : Suivi du marché.....	6
5.3 Clause de réexamen	7
ARTICLE 6 - SOUS - TRAITANCE.....	7
ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	8
7.1 : Responsabilités et obligations.....	8
7.2 : Statistiques.....	9
ARTICLE : 8 CLAUSES SOCIALES : ACTIONS D'INSERTIONS (SANS OBJET).....	9
ARTICLE 9 : FACTURATION – PAIEMENT.....	9
9.1 Facturation	9
9.2 Paiement	10
Article 10 : ASSURANCES	11
article 11 : NANTISSEMENT	11
ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE	11
ARTICLE 13 : AVANCE	11
13.1 : Conditions de versement de l'avance	12
13.2 : Montant de l'avance	12
13.3 : Remboursement de l'avance	12
ARTICLE 14 : ACOMPTES.....	12
Article 15 : PENALITES – REFACTIONS.....	12
ARTICLE 16 : RESILIATION	13
ARTICLE 17 : LITIGES	14
17.1 : Recours gracieux	14
17.2 : Recours hiérarchique	14
17.3 : Recours contentieux	14
17.4 : Règlement amiable des litiges	14
ARTICLE 18 : DEROGATIONS	14

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

1.1: Objet

Le présent marché a pour objet **l'enlèvement, transport et livraison de colis contenant des médicaments à destination de particuliers et/ou établissements de santé à température ambiante ou dirigée pour le compte de l'U-Pharma de l'hôpital Hôtel -Dieu établissement du GHU AP-HP Centre – Université Paris Cité**

Lieu d'enlèvement :

**Hôpital Hôtel-Dieu
U-Pharma**
10, rue d'Arcole
75004 PARIS

1.2: Forme

Le marché résulte d'un accord mono-attributaire déterminé dans tous ses éléments au sens de la Directive 2014/24/UE du 26 février 2014 (contrat cadre), c'est-à-dire d'un accord-cadre à bons de commande au sens de l'article R.2162-2 du Code de la Commande Publique.

En application de l'articles R.2162-4/2° du Code de la Commande Publique, le marché comporte uniquement un montant maximum et s'exécute à prix unitaires.

Le titulaire s'engage sur ce montant maximum.

1.3: Durée

Sous réserve des cas de résiliation prévus dans le Cahier des Clauses Administratives Générales et dans le présent document (article 14.2), les marchés sont conclus :

Pour une période de un (1) an à compter de la date de notification, reconductible tacitement trois (3) fois un (1) an, éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'AP-HP six (6) mois avant la date prévue de fin de marché (par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS.)

Si l'AP-HP décide de procéder à une non-reconduction ou à la résiliation, elle le notifiera au titulaire par lettre du Représentant du Pouvoir Adjudicateur en Recommandé avec Accusé de Réception au plus tard trois (3) mois avant le nouveau terme du marché.

Les marchés seraient immédiatement résiliables à l'initiative de l'AP-HP sans indemnités pour les titulaires dans les cas :

-où l'AP-HP ne serait plus amenée à produire les médicaments concernés par ce marché et décrits dans le CCTP

- d'intégration dans un marché central de l'AP-HP, de prestations équivalentes
(cf article 16 du présent CCAP)

GHU AP-HP Centre - UPC	Consultation 24-PH466HTD	3/15
AOO - CCAP	Mise à jour le 22/04/2025	HTD

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations complémentaires au sens des articles R 2122- (1 à 11) du Code de la Commande Publique.

1.4: Définition de la prestation

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et / ou dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Pour chaque lot, le titulaire s'engage sur un montant maximum représenté par 170% du montant de l'offre valorisée du titulaire au regard des volumes estimatifs, sur la durée du marché.

La description des prestations figure dans le CCTP.

Décomposition en lots

Les prestations sont décomposées en 3 lots détaillés comme suit :

N° du lot	Intitulé des lots	Quantités prévisionnelles totales du lot (par an)
1	Enlèvement, transport et livraison de colis de moins de 500g à température ambiante à destination de particuliers en 48h maximum	38 539 (toutes destinations confondues)
2	Enlèvement, transport et livraison de colis urgents de moins de 2kg à température ambiante à destination de particuliers ou établissements de santé, en 24h maximum	2 796 (toutes destinations confondues)
3	Enlèvement, transport et livraison de colis de moins de 2kg sous température dirigée à destination de particuliers ou établissements de santé en 24h maximum	2 828 (toutes destinations confondues)

L'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris se réserve la possibilité de retenir un même candidat pour plusieurs lots. Chaque lot sera attribué à un seul prestataire.

ARTICLE : 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'Acte d'Engagement (AE) par lot ;
- L'annexe financière (Bordereau des Prix Unitaires) par lot ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), commun aux 3 lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), commun aux 3 lots ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services, en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence.
- Tout document déposé avec l'offre

GHU AP-HP Centre - UPC	Consultation 24-PH466HTD	4/15
AOO - CCAP	Mise à jour le 22/04/2025	HTD

ARTICLE 3 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS

3.1 Caractère et contenu des prix

Les marchés sont traités à **prix unitaires**.

Les prix s'entendent :

- A l'unité d'emploi ou horaire
- En euros, avec au maximum 2 décimales
- Hors taxes

3.2 Forme des prix- Révision de prix

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché.

La révision est réglée par les dispositions suivantes :

Formule utilisée

$$P = P_0 \times (0,20 + ((0,80 \times IAST1 / ITAST0))$$

Sigle	Signification
M0	Mois du dépôt de la dernière offre ou de la dernière révision.
P	Prix révisé
P0	Prix au mois M0
IAST0	Indice mensuel du Comité National Routier (CNR) relatif aux activités des services de transport - Messagerie, fret express, affrètement et organisation des transports au mois M0
IAST1	Dernier indice publié connu à la date anniversaire du marché (c'est-à-dire de sa date de début prévue ou, à défaut de sa date de notification)

La révision des prix intervient à la demande du titulaire. Celle-ci doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel, 60 jours avant l'application des nouveaux prix et adressée impérativement à la Cellule des Marchés du GHU :

cellulemarches.aphcpup@aphp.fr

**GHU AP-HP. Centre – Université Paris Cité
Hôpital Cochin - Cellule marchés
123 Boulevard Port-Royal
75014 PARIS**

Après acceptation du pouvoir adjudicateur, ou de son représentant, l'application des nouveaux prix fait l'objet d'une lettre d'accord sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

GHU AP-HP Centre - UPC	Consultation 24-PH466HTD	5/15
AOO - CCAP	Mise à jour le 22/04/2025	HTD

En cas de suppression d'un indice, le nouvel indice proposé en substitution par l'INSEE ou tout organisme statistique pertinent, s'applique automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché ne soit nécessaire.

Clause butoir

En cas de demande de révision, s'il apparaît que le taux de révision est supérieur à 3%, l'AP-HP. Centre – Université Paris Cité se réserve la possibilité de rejeter la demande de révision et d'appliquer d'office un taux plafond de 3%.

ARTICLE 4 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION

4.1 Commandes

Elles sont établies par la Direction des Achats, Services Economiques et Logistiques et transmises au titulaire par voie électronique. Elles comportent obligatoirement un numéro de bon de commande à rappeler sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, ses dates, heures et lieux de la prestation.

Le titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par l'AP-HP. Centre – Université Paris Cité pour pallier à ses défaillances éventuelles.

La durée de validité des bons de commande ne peut excéder six mois après la fin du marché.

Si la société titulaire du marché est située dans un autre Etat membre de la Communauté Européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par les établissements de l'AP-HP est établis pour un montant hors taxe. Le bon de commande doit faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'AP-HP : FR92267500452.

4.2 Livraison aux destinataires

La première livraison peut avoir lieu dès le 2ème jour de la date d'effet du marché.

Elles sont effectuées directement aux destinataires (particulier ou établissement de santé) suivant les besoins au jour et heure, et dans les délais fixés par le CCTP.

ARTICLE 5 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHE

5.1 Contrôle de la prestation

L'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

5.2 : Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donne lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par le service de l'U-Pharma du GHU AP-HP Centre-Université-paris Cité, transmise à la Cellule des Marchés et obligatoirement communiquée au titulaire.

GHU AP-HP Centre - UPC	Consultation 24-PH466HTD	6/15
AOO - CCAP	Mise à jour le 22/04/2025	HTD

La fiche comprend une partie strictement réservée au titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à la Cellule des Marchés du GHU ainsi qu'à la référente de l'U-Pharma.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Après une seconde lettre de mise en demeure, le marché sera résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

L'AP-HP, se réserve également le droit de résilier le marché pour faute du titulaire (après émission d'une seule mise en demeure) dans les conditions prévues aux l'articles 41 et 45 du CCAG-FCS.

5.3 Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants:

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché ;

- Si, pendant le délai contractuel le coût des prestations présente une variation de plus ou moins 5 % durant une année contractuelle, l'une ou l'autre des parties peut demander un aménagement en vue de rétablir une équitable concordance entre la tarification et les conditions économiques de l'époque (fixation de nouveaux indices plus adaptés). Un avenant sera alors rédigé.

Il en serait de même si la définition ou la contexture de l'un des paramètres d'indexation venait à être changée, ou s'il cessait d'être publié, ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformeraient les conditions techniques ou financières de la maintenance.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

La modification sera alors formalisée par voie d'avenant. Le marché pourra être modifié en application des articles R2194-2 à R2194-9 lorsque cela sera nécessaire à la bonne exécution du marché.

ARTICLE 6 - SOUS - TRAITANCE

• Si la déclaration de sous-traitance est réalisée au moment de l'offre :

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles R.2193-1 à R.2193-22 du Code de la Commande Publique et par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Néanmoins, au regard des articles L.2193-1 à L.2193-3 du Code de la Commande Publique, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

GHU AP-HP Centre - UPC	Consultation 24-PH466HTD	7/15
AOO - CCAP	Mise à jour le 22/04/2025	HTD

Par ailleurs, conformément aux articles ci-dessus et, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquels le candidat s'appuie.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 ou équivalent ; les moyens techniques et humains des sous-traitants doivent être présentés.

L'acceptation des sous-traitants est conditionnée par la production des pièces citées à l'article 3.1 du règlement de consultation.

- **Si la déclaration de sous-traitance est réalisée après la notification du marché :**

Dans le cas où la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché public, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R2193 -1 du Code de la Commande Publique.

Le titulaire établi en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre 1^{er} du présent titre s'appliquent soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance. Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R.2193-3 du Code de la Commande Publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1 : Responsabilités et obligations

Il appartient au titulaire de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer les prestations demandées dans le respect de la réglementation en vigueur et des spécifications techniques énoncées dans le présent cahier des charges.

Pendant la durée du contrat, le transporteur est le seul responsable des dommages corporels causés aux tiers :

- Par son personnel sur toute autre personne sous la responsabilité de celui-ci dans l'exécution de la prestation ;
- Par le matériel utilisé pour la prestation ou d'un événement engageant la responsabilité du transporteur ;

GHU AP-HP Centre - UPC	Consultation 24-PH466HTD	8/15
AOO - CCAP	Mise à jour le 22/04/2025	HTD

- Il est également tenu de réparer les dommages causés aux marchandises ; produits et matériels transportés, dès lors qu'il y a intervention d'un de ses agents pour des opérations de chargement, manutention, déchargement.

Les colis en état de chargement et notamment dans les garages du transporteur sont sous la responsabilité exclusive de ce dernier, quelle que soit la durée du transit. Cette responsabilité couvre notamment les détériorations et vols, conformément aux usages de la profession.

Le titulaire est contractuellement habilité à traiter les flux, mais n'ayant pas le statut requis, ne peut effectuer des actes pharmaceutiques (ouverture des colis, destruction, distribution gratuite ou revente de médicaments).

Si pour des raisons diverses, un ou plusieurs de ses véhicules étaient immobilisés (réparations, grèves du personnel, contrôle des mines, ...) le titulaire s'engage à remplacer à l'identique et immédiatement véhicules et/ou personnel.

7.2 : Statistiques

Le candidat retenu s'engage à fournir au :

GHU AP-HP. Centre – Université Paris Cité
Hôpital Cochin - Cellule des Marchés
Bâtiment Le Cloître
123 Bd de Port Royal
75679 PARIS cedex 14

Les données relatives au marché : nombre de transports effectués, destinations (métropole, Ile de France dont zones de fret, Corse avec facturations

Périodicité :

A envoyer dans les 15 jours suivant la fin de chaque semestre civil en format EXCEL à l'adresse suivante :

cellulemarches.aphcpup@aphp.fr

Si le fournisseur est titulaire de plusieurs lots, les statistiques seront présentées lot par lot.

ARTICLE : 8 CLAUSES SOCIALES : ACTIONS D'INSERTIONS (SANS OBJET)

Sans objet.

ARTICLE 9 : FACTURATION – PAIEMENT

9.1 Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire du marché adressera ses factures sous format

GHU AP-HP Centre - UPC	Consultation 24-PH466HTD	9/15
AOO - CCAP	Mise à jour le 22/04/2025	HTD

dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les prix facturés sont obligatoirement rendus franco de port quelle que soit la quantité commandée.

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture
- Nom et adresse du créancier
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce
- Le code APE
- La désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation
- Le montant hors taxes par article (ou prestation) et hors taxe après remise (si remise proposée)
- Le taux et le montant des taxes
- Le montant total des prestations livrées T.T.C.
- Les n° des bons de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service
- Le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande)
- **Le numéro de marché**
- Les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

Pour les titulaires établis dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, la facture est établie pour un montant hors taxe avec le numéro de TVA intra-communautaire AP-HP. Le montant de l'engagement s'entend cependant TTC. Le paiement de la TVA est effectué à l'ordre de Monsieur le Trésorier Payeur Général de l'AP-HP (code TPGAP K 99194) selon la réglementation en vigueur sur la TVA intra-communautaire.

9.2 Paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la Comptabilité Publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du Cahier des Clauses Administratives Générales.

L'exécution du marché sera financée par le budget du GHU AP-HP. Centre – Université Paris Cité. Le paiement d'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article R.2192-11 du Code de la Commande Publique : les sommes dues en exécution d'un marché public sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union Européenne en matière économique et financière et de son décret d'application.

GHU AP-HP Centre - UPC	Consultation 24-PH466HTD	10/15
AOO - CCAP	Mise à jour le 22/04/2025	HTD

En application de l'article R2192-11 du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé par décret à 40€.
Le mode de règlement choisi par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur est le virement par mandat administratif.

ARTICLE 10 : ASSURANCES

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industries, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'AP-HP dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le titulaire du marché est tenu d'informer le Groupement Hospitalier de toute modification afférente à son assurance notamment la résiliation ou le changement de compagnie, ceci dans les huit jours qui suivent sa décision.

L'entreprise prend intégralement à sa charge toute franchise mentionnée dans son contrat d'assurance.

ARTICLE 11 : NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-(46 à 63) du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE

Le ou les fournisseurs sont par défaut dispensés du versement de la retenue de garantie. Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie dans les conditions prévues aux articles R.2191-32 à 44).

ARTICLE 13 : AVANCE

GHU AP-HP Centre - UPC	Consultation 24-PH466HTD	11/15
AOO - CCAP	Mise à jour le 22/04/2025	HTD

13.1 : Conditions de versement de l'avance

Si le montant initial du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et (conditions cumulatives) que le délai d'exécution des prestations est supérieur à 2 mois, une avance obligatoire est accordée au titulaire et/ou au sous-traitant du marché.

13.2 : Montant de l'avance

Le montant de l'avance est calculé en € TTC sur la base des prestations non sous-traitées pour le titulaire et uniquement pour la partie sous-traitée pour les sous-traitants.

Le montant de l'avance est égal à :

- 5% du montant du marché ou de la prestation sous-traitée pour les Entreprises de Taille intermédiaire (ETI) et Grande Entreprise ;
- 30% du montant du marché ou de la prestation sous-traitée pour les petites et moyennes entreprises.

13.3 : Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant TTC du bon de commande visé.

ARTICLE 14 : ACOMPTES

Le titulaire bénéficie d'un paiement unique mensuel.

ARTICLE 15 : PENALITES – REFACTIONS

Lorsque le GHU estime que les prestations ne satisfont pas aux conditions du marché, il peut appliquer des pénalités, dès l'absence de mise en œuvre d'actions correctives suite à un événement indésirable dans les délais prévus.

Indépendamment des pénalités de retard, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris a la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques dudit fournisseur, sans mise en demeure préalable.

INTITULE DE L'INFRACTION	CHAMP D'APPLICATION	MONTANT
Retard d'enlèvement des colis	Par heure	50 euros
Absence d'enlèvement des colis	Par jour calendaire	200 euros
Retard de livraison des colis au destinataire	Par jour calendaire	50 euros
Non-respect des températures pour transport à température dirigée	Par unité transportée	50 euros

GHU AP-HP Centre - UPC	Consultation 24-PH466HTD	12/15
AOO - CCAP	Mise à jour le 22/04/2025	HTD

Le présent article déroge à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS en plafonnant le montant total des pénalités dues à 20% du bon de commande visé.

Il déroge également à l'article 14.1.3 du CCAG FCS relatif à l'exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€. Le montant des pénalités pouvant être infligé à l'entreprise n'est pas plafonné.

ARTICLE 16 : RESILIATION

L'AP-HP. Centre – Université Paris Cité peut, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (articles 5 et 6) ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (FCS - Chapitre V), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure (articles 5 et 6 CCAP) ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important ou dans les autres conditions prévues au CCAG / FCS (Chapitre V). L'AP -HP. Centre – Université Paris Cité se réserve le droit d'appliquer ces dernières nonobstant celles prévues aux articles 5 et 6 du CCAP. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, l'A.P.-H.P. peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce, conformément aux dispositions du chapitre V du Cahier des Clauses Administratives Générales/FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2143-(3 à 12) du Code de la Commande Publique, et ce, sans mise en demeure préalable.

Indépendamment de ces dispositions, la résiliation du marché, sans indemnisation du titulaire, peut intervenir dans les cas suivants :

Les marchés seraient immédiatement résiliables à l'initiative de l'AP-HP sans indemnités pour les titulaires dans les cas :

-où l'AP-HP ne serait plus amenée à produire les médicaments concernés par ce marché et décrits dans le CCTP

- d'intégration dans un marché central de l'AP-HP, de prestations équivalentes

Préambule : En cas de changement important dans la structure de l'entreprise, entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale, de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession, le titulaire s'engage à en informer le Groupement Hospitalier sous huit jours.

Tout manquement en qualité et en délai à cette information pourra déboucher sur la procédure de mise en demeure du présent article.

- Redressement et liquidation judiciaires

Le titulaire doit aviser le GHU dès qu'un jugement de redressement ou de liquidation judiciaire est prononcé à son égard.

Le marché est résilié si la personne chargée de l'administration, de la cession ou de la liquidation n'utilise pas de la faculté qui lui est offerte par la loi de poursuivre l'exécution du marché.

La résiliation prend effet à la date, soit de la décision de ladite personne de renoncer à la poursuite de l'exécution du marché, soit d'expiration du délai fixé par la mise en demeure

GHU AP-HP Centre - UPC	Consultation 24-PH466HTD	13/15
AOO - CCAP	Mise à jour le 22/04/2025	HTD

adressée, par lettre recommandée avec avis de réception, par le Groupement Hospitalier à cette personne si cette dernière n'a pas fait part de sa décision.
La résiliation peut donner lieu à des dommages-intérêts au profit du Groupement Hospitalier.

- **Force majeure**

Lorsqu'en raison d'un cas de force majeure, le titulaire du marché justifie qu'il est dans l'impossibilité d'exécuter le marché, il peut en demander la résiliation le Groupement Hospitalier.

ARTICLE 17 : LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que se soit, les contestations qui pourraient subvenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer

17.1 : Recours gracieux

Le recours gracieux est le recours que le titulaire du marché peut adresser à représentant du pouvoir adjudicateur en cas de différend. Les délais de recours et de réponse de l'administration sont ceux fixés à l'article 46 du CCAG/FCS.

17.2 : Recours hiérarchique

Le recours hiérarchique est le recours que le titulaire du marché peut adresser à l'autorité indiquée ci-dessous lorsqu'il entend contester la décision prise à son égard par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire dispose alors de deux mois pour présenter son recours hiérarchique à compter soit :

- de la décision explicite de rejet du recours gracieux,
- à l'expiration du délai de deux mois valant décision implicite de rejet.

L'autorité qualifiée pour se prononcer sur le recours hiérarchique est monsieur le Directeur Général de l'Assistance Publique- Hôpitaux de Paris.

Le recours administratif interrompt le délai de recours contentieux.

17.3 : Recours contentieux

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R 312 - 11 du Code de Justice Administrative.

17.4 : Règlement amiable des litiges

Les différends ou litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du présent marché pourront être soumis au comité consultatif de règlement des litiges conformément aux dispositions des articles D 2197-15 à 17 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 18 : DEROGATIONS

Article du CCAG- FCS	Article du CCAP	Objet
GHU AP-HP Centre - UPC	Consultation 24-PH466HTD	14/15
AOO - CCAP	Mise à jour le 22/04/2025	HTD

42	1.3	Durée du marché
4.1	2	Hierarchie des pièces
14.1.2	15	Plafond des pénalités
14.1.3	15	Minimum des pénalités